

- ▶ **Action Publique**
- ▶ **Associations**
- ▶ **Cohésion Sociale**
- ▶ **Education**
- ▶ **Education Populaire**
- ▶ **Ess**
- ▶ **Europe**
- ▶ **Formation**
- ▶ **Jeunesse**
- ▶ **Sport**
- ▶ **Territoires**
- ▶ **Transition Environnementale**

ACTION PUBLIQUE

Réforme de l'État : pour être "plus accessible et plus efficace"

gouvernement.fr – 30 octobre 2018

Dématérialisation des démarches, recours aux contractuels, plan de transformation des ministères, rénovation du patrimoine immobilier de l'État et bien d'autres sujets étaient au programme du 2e Comité interministériel de la transformation publique (CITP) qui s'est tenu le 29 octobre 2018.

Comprendre la stratégie pour la transformation de l'action publique avec Thomas Cazenave

modernisation.gouv – 28 novembre 2018

Lors du 2ème Comité interministériel de la transformation publique, le 29 octobre 2018, le Premier ministre a présenté la stratégie pour la transformation de l'action publique 2018/2022.

Rapport CAP22

modernisation.gouv – 20 novembre 2018

Un comité de 34 membres, CAP22, regroupant économistes, personnalités qualifiées du secteur public et privé, élus a été chargé de proposer des pistes de réformes sur 21 politiques publiques. Le Premier ministre a souhaité adjoindre au Comité CAP22 un groupe constitué exclusivement d'étudiants ou de jeunes actifs de 19 à 29 ans de tous horizons et compétences – Comité jeunes, J22 – qui a contribué à la réflexion de manière originale et innovante.

ASSOCIATIONS

Gabriel Attal présente la feuille de route "Vie associative" du gouvernement

associations.gouv – 29 novembre 2018

Le secrétaire d'Etat Gabriel Attal a présenté le jeudi 29 novembre 2018 la feuille de route gouvernementale pour le développement de la vie associative. Fruit de plusieurs mois de travaux associant les représentants des associations et les différents ministères concernés, le secrétaire d'Etat a souhaité que ce dialogue puisse devenir continu avec les associations.

Pacte de croissance de l'Economie Sociale et Solidaire : les mesures en faveur des associations

associations.gouv – 29 novembre 2018

François de Rugy, Ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire et Christophe Itier, Haut-Commissaire à l'Economie Sociale et Solidaire et à l'innovation sociale, ont présenté le 29 novembre 2018 le Pacte de croissance de l'Economie Sociale et Solidaire.

La vie associative en département

recherches-solidarites.org – 21 novembre 2018

En 4 pages et pour les 100 départements : l'estimation du nombre d'associations et de bénévoles, les créations des dernières années, les effectifs salariés et leurs évolutions récentes. Trop souvent méconnues, ces informations contribuent à rendre visibles les associations et à faire prendre conscience de leur importance dans les territoires.

Associations, pouvoirs publics et entreprises réunis pour une politique associative ambitieuse

Gouvernement – 29 novembre 2018

Le secrétaire d'État Gabriel Attal a dévoilé, le 29 novembre, le plan d'action du Gouvernement pour le développement du monde associatif. Parmi les pistes explorées, la modification de la loi sur les droits de succession pour favoriser les legs aux associations.

COHESION SOCIALE

Plan pauvreté : inclusion et emploi

travail-emploi.gouv – 30 novembre 2018

Le ministère du Travail conduit deux ambitions majeures d'investissement social : la formation pour les jeunes les plus en difficulté et l'accompagnement de tous vers l'emploi, parmi les engagements fondateurs de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté.

La pauvreté n'est pas un état, c'est un processus

gazette-sante-social – 28 novembre 2018

Le sociologue Nicolas Duvoux rappelle que des mesures en apparence éloignées des objectifs anti-pauvreté peuvent produire les effets les plus substantiels. Pour l'économiste Pierre Concialdi, il faut du temps pour saisir la portée structurelle des autres politiques publiques sur la pauvreté.

Rd-sociale.fr : favoriser la recherche et développement sociale

avise.org – 27 novembre 2018

La Scop Ellyx, agence en innovation sociale, lance son nouveau site web pour permettre à chacun de découvrir et lancer une action de Recherche et Développement en innovation sociale, démarche au cœur du développement des projets d'intérêt général.

"Territoires zéro chômeur", la fabrique de l'emploi

franceinter.fr – 25 novembre 2018

Et si contre le chômage, on n'avait pas tout essayé ? Depuis bientôt deux ans, dix "Territoires zéro chômeur longue durée" expérimentent un nouveau concept de lutte contre l'exclusion. Le principe : réaffecter à la création d'emplois ce que coûte le chômage, notamment en prestations sociales. Économiquement viable ?

EDUCATION

Comprendre la réforme de l'organisation territoriale des ministères chargés de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'innovation

education.gouv – 9 novembre 2018

Pour les ministères chargés de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'innovation, cette réforme vise à améliorer la gouvernance territoriale des politiques publiques pour assurer un meilleur service aux usagers. Elle a pour ambition d'affirmer la capacité d'action des recteurs, de développer une gestion des ressources humaines de proximité et de rendre l'organisation des services déconcentrés cohérente avec la carte régionale.

Pour un parcours de confiance : le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse et l'Agence du Service Civique s'engagent en faveur de la prévention et de la lutte contre le décrochage scolaire

education.gouv – 23 novembre 2018

Cette année encore, le Service Civique est présent aux côtés du ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse au Salon Européen de l'Éducation, qui se tient du 23 au 25 novembre 2018 au Parc des expositions (Paris), pour présenter aux lycéens et aux étudiants les atouts d'un parcours de Service Civique.

Salon de l'Éducation : se projeter dans l'avenir

jeunes.gouv – 28 novembre 2018

[vidéo] Vendredi 23 novembre, le ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, Jean-Michel Blanquer, et le Secrétaire d'État Gabriel Attal mais également la ministre de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de (...)

EDUCATION POPULAIRE

Questions à Jean-Marc ROIRANT (FCE) - éducation populaire

CESE – 24 octobre 2018

[vidéo] Questions à M. Jean-Marc ROIRANT, président du Forum civique européen (FCE), auditionné par la Section de l'éducation, de la culture et de la communication du CESE dans le cadre de la saisine : "L'éducation populaire, une exigence du 21ème siècle".

Questions à Eric KREZEL (AMRF) - éducation populaire

CESE – 30 octobre 2018

[vidéo] Questions à M. Eric KREZEL, Président de l'association des maires ruraux de France, auditionné par la Section de l'éducation, de la culture et de la communication du CESE dans le cadre de la saisine : "L'éducation populaire, une exigence du 21ème siècle".

Déplacement à la maison de Ther - éducation populaire

CESE – 6 novembre 2018

[vidéo] Déplacement de la section de l'éducation, de la culture et de la communication du CESE à la "Maison de Ther" et rencontre avec l'association Tcho Cafédans le cadre de la saisine : "L'éducation populaire, une exigence du 21ème siècle".

Questions à Didier JACQUEMAIN (CNEA) - éducation populaire

CESE – 14 novembre 2018

[vidéo] Questions à M. Didier JACQUEMAIN, président du Conseil national d'employeurs d'avenir, auditionné par la Section de l'éducation, de la culture et de la communication du CESE dans le cadre de la saisine : "L'éducation populaire, une exigence du 21ème siècle".

Questions à Sabine GIRARD (Saillans dans la Drôme) - éducation populaire

CESE – 14 novembre 2018

[vidéo] Questions à Mme Sabine GIRARD, élue référente "Gouvernance et sollicitations médias" de la commune de Saillans dans la Drôme, auditionnée par la Section de l'éducation, de la culture et de la communication du CESE dans le cadre de la saisine : "L'éducation populaire, une exigence du 21ème siècle".

ESS

Les coopératives visées par le PLF 2019 : un non-sens économique qui menace plus de 50 000 emplois sur tous les territoires français.

lelabo-ess.org – 30 novembre 2018

350 millions d'investissements productifs en France risquent de disparaître sur les cinq prochaines années avec la suppression de la provision pour investissement (PPI) des Sociétés coopératives et participatives, rayée en deux lignes dans le PLF, sans aucun débat sur le fond à l'Assemblée nationale.

EUROPE

Élargissement et renforcement d'Erasmus+: le Conseil arrête sa position

consilium.europa.eu – 26 novembre 2018

Le Conseil a adopté aujourd'hui sa position (orientation générale partielle) sur le programme Erasmus+ pour la période 2021-2027. Le règlement proposé étendra l'offre de possibilités d'apprentissage en Europe et au-delà à un plus grand nombre de personnes par rapport à la période actuelle. Il sera également élargi afin d'inclure tous les niveaux d'éducation et de formation.

Corps européen de solidarité: le Conseil arrête sa position

consilium.europa.eu – 26 novembre 2018

Le 26 novembre 2018, le Conseil a arrêté sa position (orientation générale partielle) sur le corps européen de solidarité (CES) pour 2021-2027. Au cours de la prochaine période financière, le CES devrait offrir à des centaines de milliers de jeunes la possibilité de participer à des activités de solidarité dans l'ensemble de l'Europe sous forme de volontariat ou d'emplois et de stages au profit de la société.

L'inclusion, l'insertion et l'innovation au programme d'Erasmus 2021

actualite-de-la-formation – 28 novembre 2018

En 2021, un nouveau programme Erasmus sera déployé pour sept ans. Les grands axes ont été présentés et discutés les 26 et 27 novembre à Rouen (Normandie), lors de la conférence annuelle de l'Agence Erasmus + France / Éducation Formation. Avec des moyens renforcés, Erasmus 2021 est appelé à élargir sa cible en s'inscrivant dans une logique d'inclusion, d'insertion et d'innovation.

FORMATION

Organismes de formation | Appel à participation à la construction de la future application CPF

travail-emploi.gouv – 27 novembre 2018

Dans le cadre de la loi du 5 septembre 2018, le compte personnel de formation (CPF) va profondément évoluer en 2019 avec la possibilité pour les usagers de choisir, de réserver et d'acheter en ligne leurs formations, sans intermédiaire, via une application dédiée. Les travaux de construction de cette application sont conduits par la Caisse des Dépôts (CDC), pour le compte du ministère du Travail, en lien avec un panel représentatif d'organismes de formation.

JEUNESSE

Service national universel : trois jeunes sur quatre y sont favorables

leparisien.fr – 25 novembre 2018

Ça ne garantit rien, mais c'est un signe encourageant pour le gouvernement. 74 % des jeunes de 15 à 25 ans se disent favorables à la mise en place du Service national universel (SNU), selon une enquête* que nous dévoilons, réalisée par l'Ifop pour le Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire (Cnajep).

Gabriel Attal, secrétaire d'Etat en charge de la jeunesse, dévoile les contours du service national universel.

Le Parisien – 18 novembre 2018

Depuis son entrée au gouvernement il y a un mois, Gabriel Attal est devenu le VRP du service national universel (SNU). Jeudi, avant de décoller pour la Guyane vendre la réforme, le secrétaire d'Etat chargé du dossier a accordé une interview au Parisien – Aujourd'hui en France. Il y dévoile la date où il souhaite lancer le SNU.

Le Service National Universel, un grand projet magique ?

rctf.fr – 28 novembre 2018

Dans son édito ce mercredi François Mandil revient sur les résultats du questionnaire en ligne du gouvernement en direction des jeunes à propos du Service National Universel.

Service national universel : résultats de la consultation auprès des jeunes

vie-publique – 28 novembre 2018

le 12 novembre 2018, le groupe de travail sur le service national universel, présidé par le général Daniel Ménaouine, a publié un rapport sur les résultats de la phase de consultations organisée entre juillet et novembre 2018. En avril 2018, le groupe de travail avait présenté les grands principes du service national universel (SNU). L'objectif de la consultation était de confronter le scénario proposé aux "attentes de la jeunesse".

Jeunesse : le service national universel testé en juin

Franceinfo – 19 novembre 2018

La consultation citoyenne menée auprès de 76 000 jeunes a rendu ses conclusions : ils sont favorables à un service national universel, mais sont contre le fait qu'il soit obligatoire ou dure trop longtemps. Dès le mois de juin, les volontaires pourront tester ce service proposé par le gouvernement.

SPORT

Remise du rapport de France Stratégie : Comment mieux intégrer l'activité physique et la pratique sportive à nos modes de vie ?

sports.gouv.fr – 22 novembre 2018

Roxana MARACINEANU, ministre des Sports, s'est vu remettre ce jeudi 22 novembre 2018 le rapport de France Stratégie sur les freins et leviers au développement de l'activité physique et sportive, par Gilles DE MARGERIE, commissaire général de France Stratégie, et Virginie GIMBERT, auteure du rapport.

TERRITOIRES

Le Gouvernement salue l'accord sur la péréquation entre les départements et défendra un amendement au PLF 2019 introduisant ce nouveau mécanisme de solidarité

cohesion-territoires.gouv – 29 novembre 2018

Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et Sébastien Lecornu, ministre chargé des collectivités territoriales, saluent l'accord trouvé par l'Assemblée des Départements de France (ADF) pour mettre en œuvre, en 2019, un fonds de solidarité entre Départements de 250 M€, complétant l'aide nouvelle apportée par l'Etat à ces derniers pour un montant équivalent en 2019.

Préparation des conventions pauvreté entre l'État et les départements – Lancement de la mission «insertion» conduite par Frédéric Bierry

solidarites-sante.gouv – 28 novembre 2018

Mercredi 28 novembre, Agnès BUZYN, ministre des Solidarités et de la Santé, Muriel PENICAUD, ministre du Travail, Jacqueline GOURAULT, ministre de la Cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, en présence de Christelle DUBOS, secrétaire d'État auprès de la ministre des Solidarités et de la Santé ont confié la mission de préparation du cadre contractuel des mesures en matière d'insertion prévues par la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté

Loi mobilités : des solutions pour tous, dans tous les territoires

ecologique-solidaire.gouv – 27 novembre 2018

Augmenter la part du vélo dans les trajets quotidiens, donner la priorité à l'entretien de nos infrastructures, déployer les mobilités propres, libérer l'innovation...c'est ce que prévoit notamment le projet de loi mobilités, présenté en conseil des ministres lundi 26 novembre 2018.

TRANSITION ENVIRONNEMENTALE

Publication par la Commission européenne d'un projet de stratégie de long terme Énergie-Climat visant la neutralité carbone en 2050

ecologique-solidaire.gouv – 29 novembre 2018

La Commission européenne a publié le 28 novembre 2018 un projet de stratégie énergie-climat à long terme pour l'Europe, appelant à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. François de Rugy, ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire et Brune Poirson, secrétaire d'État auprès du ministre d'État, se réjouissent de



REVUE DE PRESSE

30/11/2018

cette ambition, que la France s'est également fixée au niveau national avec la Stratégie nationale bas-carbone (SNBC) dont le projet a été rendu public hier.

Ces territoires pastoraux adaptés au changement climatique, mais abandonnés par l'État

Basta – 28 novembre 2018

Ce sont des territoires qui étaient autrefois habités, cultivés, pâturés. Seules les ruines disséminées dans les paysages rappellent encore cette époque, révolue avec l'exode rural. Aujourd'hui, des paysans tâchent de faire revivre ces surfaces pastorales, mais se heurtent à une politique agricole fixant des normes parfois déconnectées de la réalité de leur travail et des territoires.

Le changement climatique amplifie les migrations mondiales

Reporterre – 30 novembre 2018

Sécheresses, montée des eaux, ouragans, désertification... les catastrophes et les dégradations lentes de l'environnement poussent un nombre croissant de personnes sur les chemins de l'exil. Si le dérèglement climatique n'est pas en soi créateur de migrations, il agit comme un multiplicateur de menaces.